Edito de la session plénière, mai 2010

Cette session de mai de 2010 à Strasbourg est marquée par les nouveaux développements de cette crise, qui n'en finit pas et prend des formes multiples. Elle est marquée par la poursuite du débat avec la Commission et le Conseil sur ce qui est appelé la stratégie 2020, et sur laquelle nous avons beaucoup de critiques.
Car comment imaginer ce que sera l'Europe dans dix ans si on ne se donne pas les outils pour résoudre la crise qui est devant nous. Après le plan de sauvetage pour la Grèce on voit bien que la seule discipline budgétaire ne permettra pas à L'Union européenne d'aller de l'avant, nous avons besoin d'une stratégie budgétaire commune. Nous avons besoin de partager un diagnostic, nous avons besoin de tenir compte de chacun des Etats de la zone euro, de sa contribution à la valeur ajoutée commune. C'est l'ensemble de ces éléments qui on été aussi au cœur des propositions que je viens de faire au nom de la commission sur la crise financière, économique et sociale dont je suis la rapportrice générale.

Au cours de cette session nous avons eu l'occasion d'une première évaluation, d'un premier débat.
Ce rapport d'évaluation sur la crise, ce rapport d'étape, nous conduit sur un diagnostic très sévère sur les 30 années écoulées, car ce n'est pas uniquement la crise des subprimes qui conduit à cette crise multiforme. C'est bien trente année au cours desquelles les déséquilibres globaux se sont installés sans que la gouvernance mondiale ou la gouvernance européenne permette de faire contre poids. Dans les propositions que je fais, qui j'espère seront partagées par une large majorité de mes collègues ici au Parlement européen, le cœur de ma préoccupation est de retrouver ce qui fait l'essence du projet européen: la capacité pour l'Union d'unir les Etats Membres avant de les surveiller ou de les punir, la capacité de l'Union européenne d'agir avant de coordonner mollement l'action des Etats membres. Pour cela, je nous propose un projet, un programme une vision autour des concepts de durabilité, pas uniquement de durabilité environnementale, durabilité aussi des marchés financiers, durabilité aussi de notre model social, bien évidement. Durabilité d'une part mais aussi solidarité car nous savons que cela doit être le maître mot de l'action de l'Union européenne et on a l'impression parfois qu'on l'a oublié. L'Union européenne doit agir, l'Union européenne doit en avoir les moyens, c'est la question du budget, de l'emprunt, de la taxation des transactions financières, de la taxe carbone, bien sûr aussi une fiscalité qui soit plus progressive plus équilibrée entre le capital et le travail, qui permette à l'Union européenne de retrouver sa place, sa vocation à défendre son modèle social à l'échelle mondiale, à l'échelle européenne.
C'est autour de ces propositions là que je vais maintenant engager la discussion avec mes collègues ici au Parlement européen en espérant apporter des éléments de réponse à cette crise qui dure.
Je vous donne rendez-vous le mois prochain.